

Perspectives

Apériodique – n°23/150 – 25 mai 2023

Le point de vue

La grande polarisation

En Europe, beaucoup avaient mis le champagne au frais pour fêter la fin du règne Erdogan. Le résultat du premier tour en a donc surpris plus d'un car non seulement Erdogan est en tête (bien qu'avec un score réduit, à 49,5% aujourd'hui, contre 52% en 2018), mais également le Parlement restera entre les mains de son parti, l'AKP, et de ses alliés nationalistes. Le chemin politique de la Turquie ne va donc pas prendre un grand virage pour l'instant et le pays va rester, géopolitiquement parlant, cette puissance ambiguë qui assoit son autonomie sur un statut d'État pivot.

Mais, quels que soient les résultats définitifs, ceux du premier tour incitent à réfléchir, au-delà de la Turquie, à ces erreurs d'analyse récurrentes, dès lors qu'il faut estimer l'appétence des peuples occidentaux pour la démocratie. Rappelez-vous. Trump ne devait pas être élu. Le Brexit ne devait pas se faire. Pourquoi ces erreurs ? Faut-il abandonner l'espoir d'y comprendre quelque chose ? Ou, au contraire, peut-on faire le tri entre ce qui est vrai (cette poussée de la démocratie turque, avec un taux de participation de 89 % et une capacité des oppositions à s'unir) et ce qui ressemble fort à des biais de jugement et, oui, nos propres biais... (en particulier la difficulté à comprendre la popularité des autocrates). **Poser cette question des biais est nécessaire, en termes de méthode d'analyse, pour éviter les grandes simplifications qui entretiennent les erreurs de scénarios.**

Prenons par exemple cette idée que les votes favorables aux partis antisystèmes ou aux vieux autocrates sont le pur produit du clientélisme, de la propagande ou de la faute électorale. Tout cela existe, bien sûr, mais c'est trop court. Surtout, on risque de minimiser le phénomène d'implantation des « populismes » dans l'ADN des démocraties libérales ou illibérales : nous sommes aujourd'hui sur des votes de conviction. Un populiste peut donc en remplacer un autre : c'est moins sa personnalité qui compte que les codes verbaux agressifs de son opposition radicale (Umberto Eco, dans son étude des régimes politiques d'avant-guerre, avait pointé la simplification du langage comme l'un des 14 symptômes de « fascisation précoce »¹).

Autre biais tenace en Occident, cette idée toujours affleurante d'une « irrationalité » des peuples dès lors qu'ils semblent voter contre leurs intérêts économiques. Ainsi, pour la Turquie comme pour le Brexit, l'*homo oeconomicus* libéral a bien du mal à comprendre que l'*homo politicus* puisse prendre la main dans le choix des électeurs. Il est clair qu'Erdogan est responsable d'une partie de la forte inflation turque, nourrie par une politique monétaire hétérodoxe qui baisse les taux quand les prix montent. Responsable, aussi, de l'imbrication économico-institutionnelle qui explique l'inefficacité des secours après le tremblement de terre. Comment, dès lors, expliquer qu'une majorité des Turcs votent encore pour lui ? Y compris dans les régions détruites par le tremblement de terre ? Risquons deux pas de côté pour éclairer ces choix. Non pas pour décrire la spécificité des électeurs turcs – ce qui a déjà été amplement fait – mais pour rechercher ce qui est général dans tout cela, et commun à d'autres pays. Au fond, ce qui devient visible à chaque fois qu'une élection nous surprend. Notamment, **deux courants profonds qui empêchent la formation de consensus bipartisans et nourrissent en même temps la crise de la démocratie et la fragmentation**

¹ Umberto Eco, *Reconnaître le fascisme*, Grasset, 1995

géopolitique. Deux courants qui entretiennent la défiance, puis l'incompréhension, puis la violence. Entre les pays et entre les individus.

La polarisation bloque, en amont, la reconstruction du politique dans les démocraties

Premier courant, la polarisation politique. La dimension historique de ce phénomène² – gonflé par les réseaux sociaux et signal des situations pré-insurrectionnelles – est à la source d'une « perte de la vérité »³, qui est d'ailleurs digérée différemment selon la nature du régime (dislocation du lien commun dans les démocraties, construction d'un monde fictif dans les régimes totalitaires). Tout cela a été entrevu dès 1961 par Hannah Arendt, comme les signaux d'une crise globale de la modernité⁴. En 1975, Pasolini, le cinéaste italien, publie avant sa mort un article resté célèbre sur « la disparition des lucioles », prise comme métaphore de la perte de la culture face à la société des spectacles de masse, qui annonce la polarisation contemporaine des esprits. Le phénomène n'est donc pas nouveau : Trump et consorts ne sont donc pas que les causes mais aussi le résultat. En fait, **c'est cette polarisation qui bloque, en amont, la reconstruction du politique dans les démocraties et ouvre des marges de manœuvre aux autocrates. C'est cette polarisation qui crée la crise de confiance, politique et géopolitique.** Elle est très visible dans une Turquie coupée en deux par des clivages multidimensionnels qu'exploitent les démagogues de tout poil : les questions politiques, religieuses, éducatives, ethniques ou sociétales, n'ont cessé d'agrandir le fossé entre l'islam des campagnes, qui a parfois réellement profité des réformes d'Erdogan, surtout dans les dix premières années de ses mandats, et une Turquie urbaine, occidentalisée (Istanbul et Ankara, tenues par l'opposition). On retrouve, comme en France, au Royaume-Uni et aux États-Unis, cette radicalité longtemps invisibilisée de l'opposition entre centre et périphérie⁵, gilets jaunes oblige. Joe Biden ne s'y est pas trompé dans son discours sur l'État de l'Union, qui utilise ce mot d'invisible quand il parle de la souffrance des classes moyennes⁶.

De fait, **la polarisation n'est pas une maladie turque** : aux États-Unis, elle provoque un tel écartement de valeurs entre Démocrates et Républicains, que la culture du compromis s'est grippée – sauf sur la Chine, dossier bipartisan. Désormais⁷, **la polarisation s'apparente même à une logique identitaire d'ami/ennemi : il faut détruire l'autre, pas négocier.** C'est la différence entre l'ennemi et l'adversaire, théorisée par Carl Schmitt. Voilà donc la gouverneure de l'Arkansas, répondant à Biden, qui parle de « guerre culturelle »... En réalité, les institutions américaines sont bloquées depuis longtemps par la polarisation : moins de lois passées, risques budgétaires (le plafond de la dette), nominations administratives difficiles, et montée en puissance d'un pouvoir judiciaire lui aussi polarisé. Le philosophe italien, Antonio Gramsci, appelait cela une crise « organique », crise de légitimité dans laquelle une classe dirigeante a perdu le consentement des classes inférieures. « Elle n'est plus dirigeante mais simplement dominante », écrit-il dans ses carnets de prison. « La mort des vieilles idéologies prend la forme d'un scepticisme envers toutes les théories. »

À partir de là, peu à peu, **la polarisation s'implante dans une société** : ainsi, la classe moyenne américaine « n'aime pas les pauvres »⁸ car « les progressistes leur ont trop prodigué leur attention en orientant vers eux toutes les mesures sociales ». L'incompréhension s'est creusée aussi entre classes moyennes et classes dirigeantes, diffusant un mépris de chacun pour tous, exacerbé par des logiques endogames – dans l'éducation, le travail, les loisirs. Nous vivons dans des entre-soi étanches, qui empêchent de comprendre l'autre. Ce n'est pas un refus, c'est un point aveugle. Des sociologues ont montré comment le personnage vulgaire d'Omer Simpson a remplacé Marlon Brando, icône des films des années 50, pour incarner l'ouvrier américain. Paradoxalement, ce sont les Démocrates qui auraient le plus de mal à comprendre la classe ouvrière, après une lente évolution qui a coupé le parti de sa base de cols bleus, produisant des démocrates d'en haut (élite diplômée, libertaire⁹) et des démocrates d'en bas. Tandis que les progressistes se concentrent sur l'égalité des droits et l'écologie, les cols bleus se sentent abandonnés. En Turquie, Kemal Kılıçdaroglu, le candidat de l'opposition, a perdu son crédit de « Gandhi turc », en tentant d'enjamber la polarisation par d'étonnantes tractations avec des ultra-nationalistes.

²Voir travaux de Zygmunt Bauman et Pierre Rosanvallon

³ Myriam Revault d'Allones, *La faiblesse du vrai*, Éditions du Seuil, 2018

⁴Hannah Arendt, *La crise de la culture*, 1961

⁵Christophe Guilly, *La France périphérique. Comment on a sacrifié les classes populaires*, Éditions Flammarion, 2014

⁶ Piotr Smolar « Dans son discours sur l'État de l'Union, Joe Biden se pose en bienfaiteur des oubliés », *Le Monde*, 8 février 2023

⁷Voir sondages de Pew Research

⁸Joan C. Williams, *La classe ouvrière blanche, surmonter l'incompréhension de classe aux États-Unis*, Édition Unes Idées, octobre 2020

⁹Thomas B. Edsall, *Building Red America : the new conservative coalition and the drive for permanent power*, Basic Books, 2006

Le rejet de l'Occident se mêle à la synthèse islamo-nationaliste

Cela nous amène au second courant profond. Au fond, le vrai gagnant du premier tour turc se conjugue au féminin : c'est la synthèse islamo-nationaliste qu'Erdogan promeut depuis des années. Le succès du troisième candidat (5,3%), Sinan Ogan, en est une preuve, qui rejette toute négociation avec les Kurdes et exige le rapatriement des réfugiés syriens. Or, **cette synthèse devient d'autant plus puissante qu'elle se mêle au rejet de l'Occident, qui travaille en sourdine la polarisation géopolitique d'une partie des populations mondiales.** En Turquie, les électeurs choisissent aussi le leader le plus capable d'imposer la stature de puissance régionale. **Cette crise du *soft power* occidental – voire américain – est donc profonde et va jouer son rôle dans les scénarios politiques et économiques** – quand bien même l'« American way of life » garde son attrait. Par exemple, comment croire concrètement à un nouveau cycle hégémonique pour une Amérique mal aimée dans une partie du monde ? Comment faire accepter un nouveau consensus économique, mitonné à Davos ou au G7, par des classes moyennes occidentales, qui se méfient des élites, et par la population des pays moins avancés, qui se méfie de l'Occident ? Mais que faire ? L'historien français, Fernand Braudel, notait déjà dans sa « Grammaire des civilisations », dès 1963, que, même si le monde peut accepter la « civilisation industrielle » exportée par l'Occident, rien ne présage de l'exportation réussie du reste. Bien au contraire : « pour longtemps, nous nous retrouverons devant des civilisations différenciées [...] ». » Sur ce point l'historien n'hésitera pas à être catégorique. Les civilisations, dit-il, sont des espaces, des cultures, des sociétés, des économies, des religions, et des mentalités collectives. Par conséquent, « une civilisation répugne à adopter un bien culturel qui met en question une de ses structures profondes. » Marcel Mauss, sociologue et anthropologue français, l'avait signalé : « pas de civilisation digne de ce nom qui n'ait ses répugnances. Mais le refus arrive en conclusion d'une longue suite d'hésitations et d'expériences. »

C'est donc certainement à partir de tout cela qu'il faut lentement repositionner l'image de l'Occident, pour prendre en compte l'immense exigence qui monte du Grand Sud, d'un rééquilibrage entre le centre et la périphérie, cette fois entre les pays¹⁰. Mais, pour les analystes occidentaux, ces sujets restent difficiles : où s'arrête le droit à la différence civilisationnelle et où commencent les Droits de l'Homme ? Et surtout, comment ne pas entendre, dans ces débats, l'écho malheureux d'une autre guerre, quand les ardents discours nationalistes d'un Thomas Mann défendaient l'Allemagne en 1914, qu'il voyait en rempart de sa « Kultur » contre une « Civilisation » qui diluait, selon lui, les valeurs traditionnelles. Autres temps, mêmes mots. ■

Tania Sollogoub
tania.sollogoub@credit-agricole-sa.fr

¹⁰Voir travaux d'Immanuel Wallerstein

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
22/05/2023	<u>L'Observatoire financier des entreprises agroalimentaires - Ensemble des IAA</u>	Agroalimentaires
17/05/2023	<u>Japon-Corée – Les lignes de force de la géo économie asiatique bougent vite</u>	Asie
16/05/2023	<u>Royaume-Uni – Conjoncture : le PIB croît de 0,1% au T1-2023</u>	Royaume-Uni
15/05/2023	<u>Parole de banques centrales – La BOE augmente ses taux de 25 pdb à 4,5% et révisé fortement ses prévisions</u>	Royaume-Uni
12/05/2023	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
12/05/2023	<u>Les nouvelles dépendances</u>	Europe
11/05/2023	<u>Brésil – « Patience et sérénité »</u>	Brésil
10/05/2023	<u>Asie – Conjuguer développement et transition écologique</u>	Asie
10/05/2023	<u>Italie – La "botte" crée la surprise au T1-2023</u>	Italie
09/05/2023	<u>Parole de banques centrales – Réserve fédérale : pause possible en juin, mais sans garantie</u>	États-Unis
05/05/2023	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
04/05/2023	<u>L'indésirable blé ukrainien</u>	Ukraine
04/05/2023	<u>Brésil – Vers un nouveau cadre budgétaire</u>	Brésil
03/05/2023	<u>Soudan – L'instabilité politique, un frein à l'économie</u>	Afrique sub-saharienne
02/05/2023	<u>Chine-États-Unis – Les promesses non tenues de l'accord commercial</u>	Asie, Amérique du Nord
02/05/2023	<u>PRISME – L'analyse de la conjoncture et de l'actualité agricole et agroalimentaire du Crédit Agricole</u>	Agri-Agroalimentaire

Crédit Agricole S.A. — Études Économiques Groupe

12 place des Etats-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication et rédacteur en chef : Isabelle Job-Bazille

Documentation : Dominique Petit - **Statistiques :** Alexis Mayer – Youyiming Wang – Jorge Mamani-Soria

Contact: publication.eco@credit-agricole-sa.fr

Consultez et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com>

iPad : application **Etudes ECO** disponible sur l'App store

Android : application **Etudes ECO** disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.